

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



UN 10000
CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/36/56
S/14318 ✓
24 décembre 1980
FRANÇAIS
ORIGINAL : CHINOIS,
ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-sixième session
RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-cinquième année

Lettre datée du 23 décembre 1980, adressée au Secrétaire général par
le chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'une note adressée le 22 décembre 1980 à l'ambassade de la République socialiste du Viet Nam en Chine, par le Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine. Je demande que le texte de cette note soit distribué en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Rapport du Conseil de sécurité", et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent par intérim
de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des Nations
Unies,

(Signé) LAI Yali

ANNEXE

Note adressée à l'ambassade de la République socialiste du Viet Nam
en Chine par le Ministère des affaires étrangères de la République
populaire de Chine

Beijing, le 22 décembre 1980

Le Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine tient à déclarer ce qui suit au sujet des négociations sino-vietnamiennes :

Le Gouvernement chinois a toujours été d'avis que les différends et les divergences entre Etats doivent être réglés d'une manière juste et raisonnable par voie de négociations pacifiques. Fidèle à cette position, la partie chinoise a fait de grands efforts pour engager les négociations sino-vietnamiennes et favoriser leur bon déroulement. Malheureusement, par la faute de la partie vietnamienne, les deux séries de négociations déjà tenues n'ont pas donné le moindre résultat.

Depuis la conclusion de la deuxième série de négociations, la partie chinoise a suggéré à maintes reprises que chaque partie mette à profit la période entre les sessions pour étudier les points de vue et les propositions de l'autre partie afin de pouvoir sortir de l'impasse et rechercher une solution. Si la partie vietnamienne avait pris la suggestion chinoise au sérieux, on aurait pu espérer voir la troisième série de négociations commencer plus tôt.

Cependant, s'obstinant dans leur politique d'opposition et d'hostilité à la Chine, les autorités vietnamiennes ont, au cours de cette période, envenimé davantage les relations entre les deux pays, maintenu une tension croissante le long de la frontière sino-vietnamienne et lancé des provocations militaires téméraires contre les zones frontalières chinoises. Dans le même temps, au mépris des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, les autorités vietnamiennes ont refusé de retirer leurs troupes du Kampuchea et fait tout en leur pouvoir pour intensifier leur guerre d'agression contre le Kampuchea afin de réaliser leur ambition qui est d'occuper la totalité de ce pays. Qui plus est, elles ont massé d'importantes troupes le long de la frontière thaïlanno-kampuchéenne et ont fait des incursions en territoire thaïlandais, ce qui pose une grave menace à la paix, à la sécurité et à la stabilité de la Thaïlande ainsi que de l'ensemble de la région de l'Asie du Sud-Est. Au service de la politique soviétique d'hégémonie du monde, les autorités vietnamiennes ont servi d'instrument et de commando dans la stratégie de poussée vers le sud de l'Union soviétique et elles ont fourni à ce pays des bases militaires, soumettant ainsi le Pacifique ouest, en particulier les pays de l'Asie du Sud-Est, à la menace de l'accroissement de l'arsenal militaire soviétique. De tels actes de perfidie perpétrés par les autorités vietnamiennes ne peuvent, en aucune manière, être masqués par la sincérité qu'elles professent. Dans de telles circonstances et dans un tel climat, il ne servirait à rien de tenir la troisième série de négociations sino-vietnamiennes. La partie chinoise espère que la partie vietnamienne créera, par des actes, les conditions nécessaires à une reprise rapide des négociations entre les deux pays. Au cas où des facteurs positifs favorables aux négociations apparaîtraient, la délégation chinoise serait disposée à se rendre à Hanoi à tout moment pour reprendre les négociations avec la partie vietnamienne.